

L'ÉPOPÉE INCERTAINE DES PAYSANS AFRICAINS

par Benoit Daviron¹

Reprenant une idée forte du livre de Louis Malassis, mon intervention partira d'un constat simple mais essentiel : la prépondérance en Afrique, au cours du XX^e siècle, de l'exploitation paysanne non seulement, comme économie d'autosubsistance mais aussi pour l'approvisionnement des marchés nationaux (mil, maïs, riz, arachide...) et internationaux (cacao du Ghana et du Nigeria, le café de Côte d'Ivoire ou du Cameroun, le coton du Mali). Constat complémentaire : sur le continent Africain, les grandes unités agricoles (projets agro-industriels ayant vu le jour dans après les Indépendances et grandes plantations de l'Afrique de l'Est et du Sud) font figure d'exception.

Pourtant l'Afrique, colonisée dans sa quasi-totalité à la fin du XIX^e siècle, et bientôt destinée à approvisionner, de gré ou de force, les métropoles européennes, paraissaient offrir un terrain particulièrement propice à une domination des grandes exploitations. L'histoire a tranché autrement. C'est ce paradoxe qui servira de fil conducteur à mon exposé.

Dans une première partie nous rappellerons quelques éléments de chronologie relatifs à la transition historique ayant conduit de la plantation esclavagiste – ou dans le cas de l'Afrique continentale de l'exportation de main d'œuvre esclave – à l'exploitation paysanne, comme forme principale de mobilisation du travail pour les marchés lointains. La découverte par les administrations coloniales des vertus de « l'agriculteur indigène » jouera dans cette histoire un rôle important. Nous en rendrons brièvement compte mais nous replacerons aussi, la trajectoire africaine dans le mouvement plus vaste que décrit Louis Malassis, mouvement qui voit l'agriculture familiale s'imposer à partir de la fin du XIX^e comme LE modèle d'agriculture, à l'encontre de l'évolution suivie par l'Angleterre lors de la révolution industrielle.

Dans une deuxième partie nous chercherons à expliquer le paradoxe apparent que représente la prépondérance de l'exploitation paysanne en insistant sur un facteur : l'accès au marché des produits ou plus exactement l'existence d'une transaction marchande rémunératrice à proximité de l'exploitation. Quatre variables seront rapidement passées en revue pour discuter la façon dont a évolué dans le temps l'accès au marché pour les exploitations paysannes africaines, deux variables ayant joué en faveur de cet accès (la standardisation des produits et la stabilisation des prix), deux variables ayant joué contre (la taxation différenciée exercée par les Etats indépendants et la fermeture du marché européen).

Enfin dans une troisième partie nous examinerons les nouvelles opportunités et contraintes auxquelles se trouve aujourd'hui confrontée la paysannerie africaine. Du côté des opportunités deux phénomènes seront soulignés : la diminution de la taxation implicite ou explicite exercé par les Etats et la croissance des marchés urbains. Les nouvelles contraintes, elles, seront déclinées autour de trois variables : la faiblesse de la croissance économique qui

¹ CIRAD. Courriel : daviron@cirad.fr

réduit d'autant la croissance de la demande des consommateurs africains, l'émergence de nouvelles demandes de qualité et en particulier de demandes portant sur les caractéristiques des processus de production et pour finir la faillite même des Etats désormais incapables dans nombre de pays d'assurer une sécurité minimale des biens et des personnes.

Nous concluons en constatant que, malheureusement, aujourd'hui, les contraintes semblent l'emporter sur les opportunités et que, bien souvent, malgré toutes les difficultés et les risques que cela implique, l'exportation de la main d'œuvre, apparaît comme une « solution » plus praticable que sa mobilisation dans l'espace du continent.